

Mutisme sur la participation du Burundi au 27ème sommet de l'UA à Kigali

PANA, 17 juillet 2016 Bujumbura, Burundi (PANA) - Un silence pesant entourait, samedi encore, la participation ou non du Burundi au 27^{ème} sommet de l'Union africaine (UA), au moment où le gros des autres invités, au niveau des chefs d'Etat et de gouvernement du continent, était arrivé, la veille, à Kigali, la capitale rwandaise et lieu de l'événement continental rare dans la région des « Grands Lacs ». A Bujumbura, l'actualité était plutôt un week-end ordinaire des « Travaux de développement communautaires » (Tdc) qui réunissent généralement les autorités et la population.

La dernière communication officielle voulait que le Burundi soit représenté, à « une façon ou d'une autre », au sommet, non pas à l'invitation du Rwanda, mais de l'UA, nuançait-on, il y a de cela trois jours. Entre-temps, les choses semblent avoir subitement changé au point que des experts du gouvernement burundais auraient été rappelés à la hâte de la capitale rwandaise, sans explication officielle connue pour le moment, selon d'autres sources concordantes à Bujumbura. Les relations exécrables entre les deux capitales, qui s'accusent de déstabilisation mutuelle, seraient pour beaucoup dans ce coup d'escalat annoncé du pouvoir burundais. Si le boycott venait à se confirmer, il rappellerait le précédent de l'ancien président burundais, Jean-Baptiste Bagaza, qui avait claqué la porte sous le nez d'un sommet de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) des années 1980, à Kigali, dans un contexte également tendu par des relations de mauvais voisinages entre les deux « frères ennemis » de toujours. L'ordre du jour du 27^{ème} sommet nourrit également des supputations à Bujumbura où l'on croit savoir que le projet controversé d'une « Mission africaine de protection et de protection au Burundi » (Maprobu) va être ressuscité après avoir été enterré par le précédent sommet d'Addis-Abeba, en Ethiopie, faute de consensus suffisant. Par ailleurs, le nouveau médiateur et ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Mkapa, s'est rendu directement à Kigali après la fin, en queue de poisson, du second round des pourparlers inter-burundais de paix, le 14 juillet dernier. Le médiateur va rendre compte aux chefs d'Etat et solliciter leur appui dans la difficile tâche de jeter les ponts entre des protagonistes de la crise burundaise qui, telles des montagnes, ne veulent d'aucunement pas se rencontrer. Les sances d'ouverture et de clôture du second round des pourparlers n'avaient pas eu lieu suite au refus catégorique des dirigeants du pouvoir burundais de siéger dans la salle avec des opposants, accusés d'avoir orchestré une insurrection contre le troisième quinquennat de l'actuel chef d'Etat, Pierre Nkurunziza, et d'avoir soutenu une tentative de putsch militaire de l'année dernière.